

FRANCE :

-Les efforts de la bourgeoisie pour recréer son jeu politique :

-gauche-droitep.2
 -PCF.....p.3
 -gauchistes.....p.3
 -Licenciements à RVI.....p.2
 CRISE : La crise du capitalisme n'a pas d'issue.....p.4
 Derrière l'anti-terrorisme, le renforcement policier.....p.7
 AMERIQUE LATINE : Partout, l'affrontement entre classes.....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n°130 , mars 85, 5Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

L'AVENIR EST A L'EXTENSION DES LUTTES

BILAN D'UN AN DE LUTTE DE CLASSE EN EUROPE

Ceux qui ne voient dans la misère que la misère peuvent en rester aux descriptions insistantes de la "fin de la grève des mineurs" en Grande-Bretagne. Ainsi la presse de "Libération", qui, le 11 février, écrivait : "(il rentre au travail), courbé sur sa mobylette, conquis par quelques anciens camarades, les yeux pleins de larmes, et le coeur serré à vomir Ni un traître, ni un jaune, un travailleur brisé." Voilà comment la classe dominante aimerait voir les ouvriers, dans une situation où elle pourrait "compatir" : quand ceux qu'elle exploite jusqu'à la corde sont divisés, déchirés, brisés, soumis, impuissants. Voilà ce qu'aimeraient que laisse derrière elle la grève des mineurs, ceux qui ont intérêt à conserver l'état de choses existant : une preuve d'impuissance des ouvriers face à la fatalité de la crise : "un an de grève, et Thatcher ne cède rien." Mais ce n'est pas le cas. Ça aurait pu être le cas dans les années 30, où les ouvriers, encore sous le choc de la répression féroce de la première

vague révolutionnaire, ont fini par se soumettre... jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Ça aurait pu être le cas après la guerre, quand cette génération d'ouvriers exsangue a dû se soumettre et se remettre doublement au travail pour "reconstruire la patrie". Ce n'était déjà plus le cas à la fin des années 60, quand les ouvriers ont commencé à refuser de payer les premières conséquences de la crise, et que la bourgeoisie avait dû céder. C'est encore moins le cas aujourd'hui, où, même si la bourgeoisie peut de moins en moins reculer sur un terrain économique pourri par la crise, elle est obligée de tenir compte de la résistance des ouvriers.

Elle doit en tenir compte d'autant plus que, depuis l'été 83, c'est dans toute l'Europe que les grèves se sont multipliées ; Elle doit en tenir d'autant plus compte qu'elle doit aujourd'hui faire accepter des taux de chômage qui vont aller jusqu'à 40-50%, à une classe ouvrière qui en tolère déjà mal les 10-20% actuels.

● La grève des mineurs n'est qu'un moment, un moment du début d'un combat qui promet d'être large. Dans cette lutte-même, rien n'est joué d'avance. De la capacité des ouvriers à tirer les enseignements de ces expériences accumulées, dépend leur force. De ces

échecs répétés, il restera alors quelque chose, quelque chose qui permettra de forger la conscience du but et des moyens de la lutte, conscience qui seule peut rendre efficace, peut faire aboutir, la rage de se battre contre les conditions qui nous sont faites.

en fonction de la menace ouvrière.

Même si elle est apparemment victorieuse, son inquiétude est justifiée : l'ampleur de l'attaque à porter contre une classe ouvrière qui échappe de plus en plus à l'emprise tentaculaire des partis et des syndicats et secoue les règles du jeu établies, lui fait craindre -à juste titre- l'incontrôlable.

Les défaites partielles que subissent les ouvriers aujourd'hui, loin de résonner comme : "ne luttez pas, ça ne sert plus à rien", résonnent au contraire comme : "il n'y a pas d'autre choix que de lutter,, et face à un ennemi de plus en plus acculé, il faut renforcer la pression, se battre plus efficacement."

Une lutte isolée, même longue, ne peut plus faire reculer la bourgeoisie

Il est difficile de faire reculer la bourgeoisie aujourd'hui que cela ne l'était dans les années 70. Plus la crise s'approfondit, plus la bourgeoisie est coincée entre l'enclume des exigences de la crise et le marteau de la lutte ouvrière. Elle mène un jeu de plus en plus serré dont la phase actuelle est de tenter de faire passer en force des mesures qu'elle peut de moins en moins différer : c'est pourquoi, malgré la pression ouvrière, elle est aujourd'hui à l'offensive.

Depuis un an, ce sont des grèves imposantes qui se sont heurtées à un mur de fermeté : la grève des mineurs en est l'exemple le plus marquant ; un an de grève impliquant de 100 à 180 000 ouvriers, et les licenciements (20 000 secs, 70 000 suppressions d'emplois) sont maintenus. Mais ailleurs, on peut constater la même chose : en août 83, les 600 000 employés du téléphone en grève aux USA pendant six semaines n'avaient rien obtenu non plus, ni ceux de la compagnie de transports Greyhound, quelques mois plus tard, rentrés au travail sous la menace de se faire tous licencier et remplacer. Non plus que le mois de grève des fonctionnaires en Belgique (10% de la population active) qui ont du accepter des amputations de salaires énormes. Non plus que les sidérurgistes en France et en Espagne, en 84, dont les grèves se sont soldées par des licenciements massifs. Et la liste serait infinie si on comptait tous les mouvements, toutes les grèves dans les différents pays d'Europe dans les petites, moyennes et même grosses entreprises, qui ont été confrontés à la

même difficulté.

L'amertume de l'expérience ne doit cependant pas occulter ce fait : CES licenciements, CES suppressions d'allocation chômage, CES baisses de salaires tombent. Mais si la classe ouvrière ne résistait pas, il en serait déjà tombé bien plus :

En Grande-Bretagne, la bourgeoisie est obligée de différer les licenciements massifs dans les chemins de fer, la sidérurgie, la fonction publique, à cause de la grève des mineurs ; mais pas seulement à cause de la grève des mineurs : à cause d'une tension sociale permanente, où les grèves se multiplient, comportant chaque fois plus le danger d'une extension des conflits. Encore ce dernier mois, des grèves ont éclaté dans les docks, les postes, British Airways... Là où les syndicats s'efforcent de contenir la situation, en agitant la menace : "si vous faites grève, vous provoquerez plus de licenciements", la réalité vient saper leurs efforts : les licenciements tombent, malgré les efforts de "responsabilité" des ouvriers.

En France, l'endettement a triplé en deux ans, depuis que la gauche, mise au pouvoir, a le plus grand mal à appliquer les licenciements massifs nécessaires, face à la menace de réactions ouvrières incontrôlables.

En Espagne, les dernières annonces de licenciements dans les chantiers navals ont été l'élément saillant d'un mouvement de mécontentement étendu à plusieurs secteurs d'industrie, où chaque jour connaît son lot d'affrontements avec la police.

Partout, la bourgeoisie calcule, diffère, étale, planifie ses attaques

Toute lutte s'affronte à l'Etat

Les mineurs, en Grande-Bretagne, se sont confrontés à toutes les instances de l'Etat -gouvernement, organisations patronales, syndicats, police- qui ont travaillé contre eux et mis au point des tactiques pour limiter la portée de la grève :

-le gouvernement et les organisations patronales, en calculant les licenciements non seulement en fonction de la rentabilité des charbonnages, mais aussi en fonction de la possibilité d'isoler les mineurs, réputés "corporatistes" et "privilegiés".

-les syndicats, en consolidant cette possibilité d'enfermement : orientation de la recherche de la solidarité par la grève seulement vers le secteur des mines ; blocage des tentatives de la part des cheminots, et surtout des dockers, de solidarité dans et par la grève ; focalisation de l'attention sur les "négociations" sans cesse rompues et reprises, pour occulter le vrai problème : celui du rapport de forces. La radicalité apparente du syndicat

des mineurs n'a servi qu'à faire illusion sur la nature des syndicats, et à justifier par là le refus "ouvrier" des autres syndicats de soutenir la grève.

-enfin, c'est l'Etat qui a utilisé, contre les mineurs, l'arme qui est, en fin de compte, sa seule légitimation : la répression. Provocations, tabassages d'ouvriers, perquisitions, saisies, arrestations : une police omniprésente, un déploiement tel qu'on en avait pas vu en Grande-Bretagne depuis les années 20.

Les ouvriers des chantiers navals de Bilbao, de même, malgré la résistance acharnée et l'ingéniosité déployée pour repousser la police des chantiers occupés, ont du céder sous les assauts répétés des "forces de l'ordre" : de plus en plus, les ouvriers se trouvent confrontés à la nécessité de concentrer et d'organiser leurs forces face à la main armée de l'Etat.

(suite p.5)

COMITES DE CHOMEURS

➤ LIRE EN P.6

Depuis quelques mois en France, il n'y a pas de luttes ouvrières d'envergure. Dans le même temps, la bourgeoisie déploie tout un éventail de manœuvres politiques et de campagnes idéologiques. Faut-il voir dans cette circonstance que la bourgeoisie a les mains libres, parce qu'il y aurait une rupture dans la reprise de la lutte de classe?

Il n'y a pas arrêté de cette reprise. La troisième vague de lutte de classe qui se développe depuis 1983 en Europe, et dans le monde, cette vague-là est, à l'heure même où nous écrivons, en train de déferler en Espagne. La notion de reprise est une chose qui s'apprécie nécessairement dans le temps et sur une échelle internationale, c'est pourquoi, parler de "repli" au niveau de la seule France est, de toutes façons, une pure mystification. En France même d'ailleurs, s'il est vrai que des luttes d'envergure comme l'étaient hier les grèves à Talbot et dans la sidérurgie lorraine, par exemple, n'ont pas lieu pour l'heure, il est tout à fait faux par contre qu'il n'y a pas de lutte significative, comme tend à le laisser croire le flitrage de l'information bourgeoise. Non seulement il y a des luttes, mais c'est la continuité d'une forte combativité ouvrière qui se manifeste au long de tous ces derniers mois et aujourd'hui même dans toute la France, des marins de Dunkerque aux métallurgistes des chantiers navals

de la Ciotat, dans la région lyonnaise (RVI) ou dans la région parisienne (LTT). Toute la classe ouvrière, en France, est (comme ailleurs) travaillée en profondeur par les licenciements, le chômage, les mesures d'austérité de la bourgeoisie. En profondeur, un énorme potentiel de mécontentement et de révolte bout dans le monde ouvrier. Dès lors, ce n'est pas de sa liberté d'action dont témoignent les campagnes et les manœuvres de la bourgeoisie, mais de ses craintes par rapport au prolétariat. Tout le remue-ménage de la bourgeoisie, non seulement par les campagnes, mais aussi et surtout par la radicalisation du PCF et de la CGT, exprime la conscience qu'a la classe dominante de devoir s'affronter à un prolétariat en état d'éveil et d'insoumission. Cette conscience de la bourgeoisie est d'autant plus aiguë, en France, qu'elle doit accroître considérablement son niveau d'attaques de la classe ouvrière. Elle se trouve de plus dans une situation politique - la gauche (le PS) occupant le pouvoir - qui est un lourd handicap pour elle.

Du côté ouvrier, si on peut avec quelque objectivité parler de l'existence d'une pause dans la reprise, il ne peut s'agir là que de cette pause d'armes qui précède et prépare l'engagement de combats majeurs avec la bourgeoisie.

LE PEN, NOUVELLE-CALÉDONIE:

DES CAMPAGNES QUI REVELENT L'IMPASSE DE LA BOURGEOISIE

● La Nouvelle-Calédonie, "l'affaire Le Pen", l'épouvantail de l'extrême droite, l'anti-racisme... Les thèmes à allure de croisade se succèdent, se recourent, s'entremêlent à un rythme accéléré.

Voilà la scène politique française qui s'anime, s'emballa, s'empile de clameurs, de diatribes, d'invectives.

A quoi rime ce remue-ménage tapageur et théâtralisé à l'extrême ?

A ceci : cette activité frénétique ne fait que traduire l'alarme et l'inquiétude de "nos" dirigeants.

La prise de conscience de l'impasse, de la faillite du capitalisme qui réduit de plus en plus massivement les ouvriers au chômage et à la misère, émerge peu à peu au cœur du prolétariat européen le plus aguerri et le plus expérimenté, ancrant et accentuant sa détermination à la lutte.

Malgré la stratégie d'opposition des partis de gauche et des syndicats, principal point d'appui dans la plupart des Etats occidentaux pour tenter d'enrayer la montée des luttes ouvrières, les vagues de grèves qui ont secoué ces derniers mois quasi simultanément la Grande-Bretagne, la RFA, la Belgique, les Pays-Bas, la Scandinavie, l'Espagne, remplissent de crainte les bourgeoisies européennes.

Mais en France, la situation de la bourgeoisie où la gauche n'a pu assumer convenablement depuis 1981 le rôle qui lui était normalement dévolu,

est d'autant plus fragile et périlleuse. L'expérience d'une politique directement anti-ouvrière de la gauche n'a cessé de discréditer, d'éroder de plus en plus profondément celle-ci dans sa fonction essentielle de mystification et d'encadrement de la classe ouvrière mais aussi de saper par là-même la crédibilité de tout l'appareil politique de la bourgeoisie qui fait apparaître plus crûment le naufrage de son système.

Au-delà de l'impopularité des politiciens dont attestent tous les sondages, c'est un véritable sentiment d'écœurement face à tout le jeu politique bourgeois qui se développe, particulièrement au sein de la classe ouvrière, désabusée par rapport aux partis de droite, désillusionnée envers les partis de gauche.

C'est parallèlement aussi la désertion du terrain syndical qui s'accroît : selon l'IFOP, sept jeunes ouvriers sur dix se déclarent indifférents au syndicalisme.

De façon plus significative encore, 3,6% des salariés ne font confiance à aucun syndicat et cette proportion atteint près de 50% chez les prolétaires de moins de 25 ans.

C'est face à cette situation que la bourgeoisie se mobilise toute entière avec tous les moyens dont elle dispose : finances, bureaucrates de tout poil, presse, radio, télévision, justice, partis, syndicats... dans des

campagnes idéologiques tous azimuts où elle fomenta, fabrique, façonne, oriente, "dramatise" l'événement, le grossit ou le réduit au gré de ses besoins.

A quoi lui sert de mettre en vedette un îlot de 150 000 habitants, la Nouvelle-Calédonie, un des ultimes vestiges dérisoires d'un empire colonial anachronique ?

A quoi lui sert d'exhumer aujourd'hui des faits de notoriété publique depuis près de 30 ans et de faire semblant de "découvrir" que le lieutenant et député Le Pen a été un vil tortionnaire ?

A quoi lui sert de braquer les projecteurs de l'actualité sur les agitations de la poignée de marionnettes du Front National ?

A quoi lui sert de "sensibiliser" l'opinion sur le racisme tandis que, du RPR aux gauchistes, tous viennent soudain s'ébrouer dans les eaux purificatrices de l'anti-racisme ?

Ces campagnes diffuses et variées (car aucune d'elle n'a la force de soutenir longtemps l'intérêt), ont pour première fonction de faire diversion à la politique réellement menée par la bourgeoisie d'attaque frontale contre les ouvriers.

Mais en elles-mêmes, elles contiennent d'autres appels, d'autres messages. Il s'agit de recrédibiliser le jeu politique bourgeois, de tenter même de le réhabiliter, surtout à l'approche des échéances électora-

les : élections cantonales au mois de mars, élections législatives en 1986, étapes où se prépare la réorganisation des forces politiques de la bourgeoisie.

Sournoisement, on insinue l'idée mystificatrice que la "dépolitisation" le dégoût du jeu politique et syndical, "fait le jeu de l'extrême-droite", "prépare le lit du fascisme", et qu'en dehors de l'alternative "démocratique" gauche-droite, point de salut!

D'autre part, toute la bourgeoisie cherche à préserver la plus grande part d'efficacité possible à l'encadrement de la gauche sur les ouvriers dans le rôle futur d'opposition qui est assigné à celle-ci, et en particulier à redorer le blason du PS.

Alors que le PC, tentant de se sortir d'affaire de son côté, a regagné les rives de l'opposition en restant en marge des campagnes actuelles, le PS tente de se redresser comme "une vraie force de gauche". Par rapport à la Nouvelle-Calédonie, il cherche à se redonner à bon compte, une coloration anti-coloniale et humaniste plus conforme à son image de marque, aidé en cela par une droite braillarda qui lui sert de faire-valoir, poussant son zèle "réactionnaire" jusqu'à la caricature en présentant les kanaks comme une peuplade à demi-sauvage.

Dans une autre mise en scène à la sauce néo-calédonienne, on lâche les rênes de l'extrême-droite pour persuader de l'omniprésence du "péril fasciste". Le gouvernement laisse s'organiser la provocation constituée par un "pique-nique de l'extrême-droite" en plein bastion pro-indépendantiste et laisse se développer les affrontements. Puis il "expulse" de l'île cinq participants au rassemblement tout en désignant "exemplairement" un capitaine de gendarmerie comme bouc-émissaire de la "bavure" : il s'agit de convaincre que, sous l'égide du PS, "le fascisme ne passera pas", que le PS est un solide rempart de la démocratie.

En désignant la droite comme "otage de l'extrême-droite", en tentant d'effrayer les ouvriers sur ses projets, il s'agit, à l'encontre de toute l'expérience accumulée depuis quatre ans par le prolétariat, de restaurer l'illusion que la gauche reste "tout de même quelque chose de mieux" que la droite, qu'elle est "différente", et "préférable".

Non, ce n'est pas en cédant à ces chants doucereux de sirènes, en se ralliant à ce jeu politique-là que s'affirmera la véritable dimension politique du prolétariat, mais, tout en sortant, en désertant de plus en plus massivement des orniers des élections des partis de la bourgeoisie, du syndicalisme, en affermissant sa politique de classe sur le terrain des luttes qu'il doit mener, face à tout l'Etat bourgeois.

HT

LICENCIEMENTS A RENAULT :

MANOEUVRES SYNDICALES DANS LES POIDS-LOURDS (RVI)

● Licenciements à Renault : la bourgeoisie a entrepris de porter ses premières attaques. Cible : le secteur de fabrication des poids lourds de la Régie. En annonçant officiellement, le plus "discrètement" possible, 2560 suppressions d'emplois à Renault-Véhicules-Industriels le 7 février dernier, dont 1300 licenciements "secs" d'ici juin prochain, la Régie est passée à la phase active de son offensive contre la classe ouvrière.

Les préparatifs de la bourgeoisie depuis des mois et des mois pour faire passer les licenciements à Renault prennent corps. Nous ne reviendrons pas ici sur l'importance du secteur Renault et l'enjeu qu'il représente dans la situation actuelle que nous avons développés dans RI n° 129 notamment.

R.V.I. implanté à Bourg-en-Bresse, en Normandie mais surtout à l'usine de Vénissieux où sont employés 7800 personnes, a valeur de test. La bourgeoisie joue gros dans la région lyonnaise, importante concentration ouvrière déjà cruellement touchée par le chômage avec les licenciements à Creusot-Loire et toutes ses retombées actuelles à Marrel, Pinquely et d'autres sous-traitances de ce groupe, alors même que de nombreux licenciements sont prévus dans d'au-

tres usines comme Paris-Rhône ou Calor. En plein battage général sur Renault la direction avait dû reporter les mesures initialement prévues à R.V.I. en décembre. Pour frapper, la bourgeoisie a cependant accumulé les atouts de son côté :

- En premier lieu, en donnant le "beau rôle" à la CGT présente pour occuper le terrain dès l'annonce des licenciements qui "coïncidait" avec le "point culminant" d'une semaine d'actions dans la métallurgie. D'ores et déjà, le "travail syndical" pour saboter la combativité ouvrière est édifiant. Ainsi, le jour de l'annonce des licenciements, la CGT appelait à des arrêts de travail tournants de 2 heures par équipe avec des rassemblements organisés sur chaque atelier et à la participation à un meeting central dans l'usine où le délégué CGT, après avoir "dénoncé la casse du poids lourd", "rejeté les plans de reconversion", et même évoqué le recours possible à l'occupation de l'usine, envoyait une centaine de syndicalistes... occuper la Bourse, aux cris de "investissez français".

- De son côté, la CFDT dénonçait par tract le "jusqu'au-boutisme" de la CGT et préconisait l'ouverture avec la direction de "négociations"... sur la

réduction du temps de travail.

Tout est fait à travers un partage du travail syndical pour occuper l'ensemble du terrain social.

Tout est fait - de la direction aux syndicats -, pour séparer le sort de R.V.I., de celui des autres usines Renault.

Tout est fait pour isoler les ouvriers de Vénissieux dans leur usine et les couper des luttes ouvrières qui se mènent dans la région lyonnaise.

Tout est fait pour entretenir la passivité des ouvriers et épuiser leur combativité sur des terrains stériles.

Tout est fait pour ménager à la CGT la possibilité de "durcir" sa position si la situation l'exige et la mettre en posture de garder le contrôle de la situation. La bourgeoisie a préparé le terrain, elle abat ses cartes et a posé les jalons de son attaque.

Mais elle a beau se démenner, la clef de l'évolution de la situation est maintenant entre les mains de la classe ouvrière, qui peut déceler déjà dans la réalité présente le rôle de premier ordre que la CGT entend jouer pour briser ses tentatives d'extension de la lutte.

YD

CONTRE LA REPRISSE DES LUTTES OUVRIERES, LE PCF AFFUTE SES ARMES...

● De tous les partis de la bourgeoisie, de tous les partis de gauche surtout, les partis dits "communistes" sont ceux qui représentent le plus grand danger pour le prolétariat. Efficaces, en effet, sont les ressources mystificatrices des PC. Ainsi, en France, le PCF est aujourd'hui capable de déclarer: "La réalité première, essentielle, de cette société, c'est celle de la crise profonde, affectant tous les domaines de la formation sociale, d'une crise durable et qui ne cesse de s'aggraver" (discours inaugural de G. Marchais au XXVe Congrès du PCF, le 6 Février dernier), c'est-à-dire sur le mode de la critique révolutionnaire du capitalisme, alors que le PC n'a par ailleurs cesse de prendre la défense des intérêts du capital national français. Il donne si bien cette apparence révolutionnaire qu'il a encore pu dire dans ce même Congrès que: "Non seulement nous ne nous sommes pas mis en position de répondre à la question du changement de société, mais nous n'avons pas perçu à temps que cette question se trouvait à nouveau posée", sur le registre auto-critique copié de la pratique des véritables expressions politiques de la classe ouvrière. Parodie révolutionnaire, oui, car le PCF sort de son XXVe Congrès exactement comme il était avant: un parti bourgeois invétéré.

La préparation du XXVe Congrès (voir l'"affaire Fabien") et le Congrès lui-même ont bénéficié d'une grande publicité de la part de l'ensemble de la bourgeoisie, à commencer par le PCF lui-même. Manifestement la circonstance du Congrès constitue un point d'orgue dans tout le forcing de radicalisation "gauchiste" que le PC déploie depuis son retrait du gouvernement en juillet 1984. Si la bourgeoisie, au travers de sa presse notamment, a tant parlé de "Congrès de crise", de "déclin" du PCF, si le PCF lui-même a autant mis en théâtre son débat interne ("l'affaire Fabien", la tendance dite "rénovatrice" de Juquin), ce n'est pas pour enfoncer le PCF ou se suicider politiquement, mais au contraire pour l'aider dans son effort de recréation envers la classe ouvrière.

Au pouvoir ou non: le PC contre le prolétariat

La vraie question n'est pas, en soi, le XXVe Congrès du PCF. Elle n'est absolument pas, en tout cas, celle d'une reconversion révolutionnaire du PCF. Nous avons depuis juillet 1984, abondamment écrit sur l'irréversibilité du passage à la bourgeoisie des PC, depuis le milieu des années 1930, et

nous ne reviendrons pas ici sur les multiples services que les PC ont depuis lors -au niveau des guerres impérialistes particulièrement- rendus à la bourgeoisie. La question à laquelle nous voulons là, répondre, c'est celle de savoir à quoi tend la radicalisation actuelle du PCF, tout en la dénonçant, bien sûr.

Le PC a besoin de se recrédibiliser. Il a besoin de faire oublier aux ouvriers, -du moins tenter de le faire- sa participation zélée au gouvernement capitaliste de la gauche, entre juin 1981 et juillet 1984. Au XXVe Congrès, on a entendu des critiques incendiaires lancées contre le PS gouvernemental. On a même écouté le PC s'auto-critiquer sur les complaisances qu'il aurait eues vis-à-vis du PS, dans la période de collaboration aux rênes de l'Etat. Mais pour le prolétariat, il doit rester bien clair que le PC est à part entière responsable des attaques contre son niveau de vie (salaires, impôts, prestations sociales) déployées depuis 1982. Le PCF est le co-signataire avec le PS de toutes les décisions de licenciements à Talbot à Citroën, dans la sidérurgie lorraine etc... Il a lui-même conduit la répression étatique des luttes ouvrières; qu'on se souvienne notamment, de la dénonciation qu'a prononcée Fiteman de la grève des cheminots à la gare Saint-Lazare, en 1983. Le PCF est entièrement coupable de la réduction des subsides aux chômeurs, des mesures contre les travailleurs immigrés. Le PCF, qui n'ignore pas que la classe ouvrière a maintenant ces réalités indélébilement imprimées dans sa mémoire, veut aujourd'hui faire mine de corriger des erreurs et d'admettre des torts.

On assiste au spectacle tout de même incroyable d'un parti, qui a l'habitude de proclamer l'infailibilité de son jugement, confessant aujourd'hui platement, honteusement, qu'il s'est trompé d'analyse et de ligne politique depuis 1972. Son forcing auto-critique sur la stratégie d'Union de la Gauche et du Programme Commun correspond à l'évidence pour le PCF à la nécessité immédiate de se démarquer à toute force du PS. Mais le PC ne s'arrête même pas à liquider "l'union de la gauche". En fait, et à l'écouter, ce serait depuis 25 ans, depuis l'origine de la Vè République, que le PCF a fait "fausse route": depuis 1958. Une remise en question d'une telle ampleur, même plus feinte que réelle, n'a pas de sens en soi -pourquoi s'arrêter à 1958 ?- si ce n'est d'être un artifice pour essayer d'imposer au prolétariat l'idée d'un PCF qui se met aujourd'hui en dehors de tout le jeu politique des partis de la Vè Républi-

que, pour mieux se représenter parti "révolutionnaire", "ouvrier", contre tous les autres.

Une déclaration de guerre au prolétariat

A quoi sert en réalité tout ce remuement du PCF ? A un changement de sa fonction bourgeoise ? Certainement pas. L'attitude oppositionnelle du PCF est tout à fait conforme à la fonction que le parti stalinien occupe dans la bourgeoisie, celle, essentielle, d'encadrer la classe ouvrière et de contrôler de l'intérieur ses luttes. Sa rupture avec le gouvernement, en 1984, ne marque aucune discontinuité de cette fonction mais, au contraire, le rétablissement d'une disposition naturelle, contrariée par l'accident des élections présidentielles de 1981 ayant amené la gauche au pouvoir. Depuis juillet 1984, la sortie du PCF du gouvernement a surtout libéré l'action anti-ouvrière de la CGT -le bras séculier du PCF dans les usines- notamment à la Régie Renault. La rapidité extrême -six mois- avec laquelle le PCF (avec la CGT) est passé d'une situation de collaboration au pouvoir à celle de l'opposition systématique et forcée à ce même pouvoir, ce fait ne renvoie pas d'abord au PC lui-même (et à ses difficultés internes), mais aux besoins de la bourgeoisie et à la nature de la situation. Le retour du PCF dans l'opposition signalait l'obligation pour la bourgeoisie d'ouvrir enfin pleinement les vannes de l'attaque frontale, centrale contre la classe ouvrière. Tout le battage aujourd'hui mené sur l'état politique du PCF, dont la fonction essentielle est, comme nous venons de le décrire, de conforter l'effort de recréation et de radicalisation du PCF, tout ce battage, à son tour, est symptomatique de l'imminence de l'attaque, dont on sent déjà très bien que Renault sera le centre de gravité: Derrière la question du PC, c'est toute l'importance de l'enjeu à venir qui repose. Nous sommes en état de veille d'armes, au bord d'une importante, d'une cruciale bataille entre la classe ouvrière et une bourgeoisie, pour laquelle le PC, demain comme hier, sera le fer de lance majeur contre le prolétariat.

Le PCF : fer de lance de l'offensive bourgeoise

Face à cet enjeu, rien ne serait plus néfaste pour la classe ouvrière, que de sous-estimer le danger que représente contre elle, le PCF (les PC en général). Il y a dans le battage sur le PCF, un élément d'intoxication idéologique particulièrement vicieux.

Cet aspect du battage consiste à relier le déclin du PCF -factuellement mesurable en effet, au niveau de la perte des militants et des suffrages électoraux depuis 1977-, à la classe ouvrière elle-même. Le vice est à double détente, parce que, d'un côté, c'est vrai que la reprise historique et mondiale des luttes ouvrières depuis 1968, en mettant fin à la période de contre-révolution, a déterminé la tendance à l'affaiblissement des PC (du PCF), puisque ces PC ont tiré leur ascendant sur le prolétariat, précisément de la contre-révolution. Cela joue favorablement pour l'avenir du prolétariat. Mais de l'autre côté, cet affaiblissement des PC -qui n'est d'ailleurs rien d'autre qu'un aspect de la crise politique générale de la bourgeoisie au XXè siècle- est une donnée avant tout historique donc, à cette échelle, tendancielle; et là, le prolétariat s'illusionnerait gravement s'il assimilait cette tendance à un désarmement du PCF face à lui. Le PCF (les PC) durera sans doute aussi longtemps que la bourgeoisie elle-même.

Pour garder sa fonction dans la bourgeoisie, le PCF a la nécessité de paraître radical et de sans cesse réajuster cette apparence d'attitude prolétarienne par rapport au rythme et au degré de développement de la vraie radicalité des luttes ouvrières. Sur cette voie, le prolétariat doit s'attendre à ce que le PCF aille beaucoup plus loin qu'il ne va aujourd'hui. Dans les luttes importantes qui vont certainement se produire à Renault et ailleurs à court terme, il est prévisible que le PC pourra, s'il ne peut faire autrement, légitimer l'existence de comités de grèves, d'assemblées générales, quand bien même ceux-ci se seront constitués en dehors et contre les syndicats, de la CGT en particulier. Il convient de ne jamais oublier que le rôle bourgeois du PC est essentiellement, en toute situation, de saboter de l'intérieur les luttes ouvrières, quelque compromis que le PC doive pour ce faire, concéder à la pression prolétarienne.

La radicalisation du PC n'est donc rien d'autre qu'une orientation de combat contre les luttes ouvrières à venir. C'est cette claire orientation qui ressort des résolutions conclusives du XXVe Congrès, et la mise en scène de "débat démocratique" en son sein a servi à justifier la mise à l'écart de la direction des éléments du parti qui hésitent sur cette orientation.

Ouvriers, les PC (et leurs syndicats) sont bien l'arme de la bourgeoisie la plus adaptée à l'anéantissement de votre lutte. Ils sont votre premier ennemi bourgeois. SM

...ET LES GAUCHISTES TOURNENT LA MEULE

● Le sort du PCF inquiète, pour des raisons différentes, toutes les fractions de la bourgeoisie, y compris ses fractions les plus "radicales", les trotskystes.

Ceux-ci, en effet, ne sont pas de reste et la perte d'influence du grand frère stalinien n'a de cesse de les tourmenter, car ils y voient une faiblesse pour la classe ouvrière. Dès lors, comme ils ont toujours su le faire avec zèle, et constance, ils volent à son secours, avec la même méthode hier qu'aujourd'hui, le critiquer pour mieux le soutenir et réaffirmer aux yeux des ouvriers désabusés et défiants, que c'est "leur" parti, que c'est le parti de la classe ouvrière.

C'est ainsi que la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) et LO (Lutte Ouvrière) ont entamé un débat sur "les révolutionnaires et les contestataires du PCF", ainsi qu'un débat sur la signification du "cours combatif" qu'a pris le PCF au cours de l'été 1984, lors de sa sortie du gouvernement.

La LCR se réjouit dans un article de "Critique Communiste" n° 37 que lors des discussions du XXVe Congrès, et malgré les "verrouillages d'une direction bureaucratique", "des contributions fassent éclater les vraies questions". Les vraies questions, selon elle, consistent à savoir "quel objectif commun donner à l'ensemble des travailleurs dans la situation présente" étant donné que la "direction du PCF opère un véritable désarmement politique des travailleurs en condamnant à priori toute perspective d'unité d'action avec le PS ou d'au-

tres forces du gouvernement ouvrier". La problématique ne change pas: malgré leurs trahisons, PS et PC sont des partis ouvriers et les ouvriers ne peuvent rien faire sans eux. Heureusement, la LCR est là pour éviter leur désarmement politique en accréditant l'idée qu'ils ont encore quelque chose à en attendre et qu'ils seront perdus si "leurs" partis ne leur proposent rien.

L'éditorial de LO du 9.2.85 pose la question: "Fini le Parti communiste?" et y répond en disant: "Pas tant qu'il conserve sa base ouvrière" et l'on peut faire confiance à LO sur le fait qu'elle mobilisera ses forces pour qu'il en soit ainsi. Et la suite de l'éditorial se répand dans un discours lyrique de défense du caractère ouvrier du PCF. A propos du XXVe Congrès et du battage de la presse, LO déclare: "Ce qui attire toute la presse, c'est ce qu'elle croit être l'odeur de la mort, ce qu'elle croit être les derniers soubresauts du PC, en fait le plus ancien parti français et le seul à compter dans ses rangs des milliers de travailleurs, à organiser cette classe ouvrière que tout le monde, et en particulier les journalistes, déclarent disparus." Et le ton va crescendo, quand Arlette écrit: "Pourtant, même avec 10% d'électeurs, grâce à sa base ouvrière, le PC peut être l'un des plus puissants partis du pays, en tout cas celui qui peut changer le plus de choses dans ce pays", pour conclure: "ce que nous souhaitons nous, c'est qu'au travers de sa crise actuelle, les dizaines de milliers de travailleurs communistes,

restent communistes, restent même au parti communiste."

LO surenchérit dans "Lutte de classe" n° 116: "Mais depuis plus de 60 ans, dans ce pays, c'est le Parti Communiste qui compte dans ses rangs le plus grand nombre d'ouvriers d'avant-garde, désireux de changer la société, dévoués à leur classe, parce qu'en dépit de toutes ses trahisons, ce parti a toujours su apparaître à leurs yeux comme le plus combatif."

LO tente de rendre une virginité au PCF qui, depuis plus de 60 ans, s'est distingué dans l'encadrement des ouvriers sur le terrain nationaliste et qui, il y a à peine un an, participait loyalement au gouvernement Mauroy. LO voudrait que les ouvriers oublient tout cela et aussi sans doute, qu'ils oublient que les trotskystes participèrent à part entière à la victoire de la gauche en 1981, en appelant à voter pour elle. Celle-ci a été présentée comme victoire des travailleurs. La LCR clamant même qu'elle était "la troisième composante de la gauche."

Quant au "cours combatif" du PCF, depuis l'été 84, il inspire à la LCR, un article intitulé: "PC-CGT: retour à la lutte de classe?". La LCR écrit à propos des grèves de Renault en octobre 84: "La CGT a bien été à l'origine du mouvement et en a été l'animatrice, mais (...) quoi de plus normal pour un syndicat que d'impulser la lutte? L'inverse est anormal et cette anomalie a duré du 10 mai 1981 à juillet 1984, sous les trois gouvernements Mauroy. Dont acte. La CGT se réveille."

La LCR est contente de voir se mo-

biliser la CGT, de constater "qu'elle n'a pas perdu toutes ses forces" afin de continuer à encadrer les ouvriers pour les amener à la défaite.

Les trotskystes jouent parfaitement le rôle qui leur est réservé sur l'échiquier politique de la bourgeoisie: rabattre les ouvriers qui commencent à prendre conscience de la nature bourgeoise des partis de gauche, les rabattre ou les maintenir sous leur influence en défendant à tout prix leur caractère soi-disant ouvrier. Les trotskystes défendent cette stratégie car eux-mêmes font partie de tout l'arsenal capitaliste d'encadrement de la classe ouvrière. Si l'édifice des partis "ouvriers bourgeois" (sic!) s'écroule, ils s'écroulent aussi.

Or aujourd'hui, la défiance grandissante qu'inspire le PC aux ouvriers, loin d'être un signe de régression, est la preuve a contrario de sa capacité à se dégager des menaces sur la nature soi-disante ouvrière des PC et consorts. Les trotskystes participent entièrement à la recréation du PCF, à toutes les tentatives ainsi faites pour qu'il sorte de l'ornière. Il faudra à la classe ouvrière énormément de force et de conscience pour poursuivre sur ce chemin car l'ensemble de la bourgeoisie s'unira pour empêcher que cette prise de conscience ne se transforme en véritable arme de combat contre ses ennemis.

ENDETTEMENT ET RECESSION : LE CAPITALISME N'A PAS D'ISSUE A SA CRISE

● En 1983, ce sont 35 millions de personnes, c'est-à-dire 15,2 % de la population américaine, qui ont vécu avec moins de 10178 dollars (reconnu comme seuil de pauvreté aux Etats-Unis) soit une augmentation annuelle de près de 860 000 personnes ! Depuis l'arrivée de Reagan au pouvoir, ils sont 6 millions d'américains à avoir rejoint la communauté des pauvres. A la même époque, la CEE voyait quant à elle la masse des chômeurs passer de 11,6 millions en octobre 82 à 18,7 millions au premier semestre 84. Dans ses "perspectives de l'emploi", l'OCDE fait remarquer que, pour retrouver le niveau de chômage de 1979, l'ensemble des pays membres devrait créer 20 000 emplois quotidiennement !

En France, ont officiellement été comptabilisés à fin janvier, 2 444 500 chômeurs, soit une progression mensuelle de 42 700 chômeurs et ceci, malgré les mises en préretraite, les TUC, les stages de formation ou de reconversion... moyens édulcorés servant à dégonfler les chiffres de l'ANPE.

Dans les pays industrialisés, c'est par millions que les travailleurs luttent ou ont lutté contre l'austérité accrue, contre le chômage massif ; dans le "tiers-monde", c'est par centaines de millions que des hommes sur tous les continents, se sont battus ou se battent pour survivre.

Première réalité du monde capitaliste, d'un monde qui serait touché par la "reprise" !

En effet, lors du traditionnel discours annuel sur "l'état de l'Union", Reagan n'hésite pas à proclamer solennellement : "Nous avons fait ce que nous avons promis et nous sommes de nouveau un grand géant industriel." Intervenant quelques mois seulement après sa réélection, ce type de discours est censé tracer des perspectives pour les mois et les années à venir. Celles-ci sont pour le moins ambitieuses : les Etats-Unis seraient tout bonnement à la veille d'une "seconde révolution américaine d'espoir et de possibilité", rien de moins ! S'appuyant sur les indicateurs économiques encourageants à première vue, que sont la baisse du chômage, la baisse de l'inflation et même la reprise de la croissance, la bourgeoisie voudrait nous faire croire aujourd'hui à la "sortie du tunnel" tant attendue dans les années 70. En un mot, le capitalisme américain se porterait bien : la politique économique de Reagan serait la solution enfin trouvée aux convulsions de l'économie mondiale et le meilleur garant du mieux être de l'humanité. Soit dit en passant, ces discours ne sont prononcés ni dans des camps de réfugiés en Ethiopie, ni dans une "favelle" au Brésil ou dans un "ghetto noir" en Afrique du Sud, ni devant une file d'attente d'une des nombreuses soupes populaires aux USA même ou en Europe... mais devant le parterre surchauffé du Congrès américain.

"Les victoires contre la pauvreté sont plus grandes et la paix plus sûre" dès lors que l'Amérique saura se tenir "aux côtés de ses alliés démocratiques" pour "entretenir, défendre et diffuser les idéaux de liberté et de démocratie partout où elle le peut" clamera encore Reagan à la même tribune.

Si la liberté du commerce, le libre échange et la démocratie bourgeoise ont été les fers de lance politiques de la bourgeoisie contre les restes de féodalisme, si sa domination politique était ancrée sur une dynamique économique qui en faisait une classe historiquement progressiste pour le développement gigantesque des forces productives, la réalité est devenue aujourd'hui toute autre. Nous sommes à l'ère des "guerres et des révolutions" une ère où la bourgeoisie et son système sont devenus non seulement caducs mais aussi un système de barbarie permanente et généralisée.

Utilisant l'apparence actuelle du renouveau économique aux USA, la bourgeoisie mondiale tente de désamorcer

les luttes ouvrières qui se développent en cherchant à rassurer et à obscurcir les véritables enjeux de la situation présente.

Exploitation accrue, baisses de revenus, chômage de plus en plus massif sont le lot quotidien de millions de travailleurs de par le monde, si la dégradation des conditions de vie ouvrière n'a fait que s'amplifier depuis 15 ans maintenant, les années 80 ont vu s'accroître le processus mais aussi un ressurgissement des luttes ouvrières. C'est dans ce contexte qu'il est question de la "reprise" américaine. Appréhender sa réalité, est important aussi bien pour la classe ouvrière que pour les révolutionnaires, et ceci à double titre.

La faillite de la politique économique par l'inflation

Succédant à Carter, Reagan donnera, en février 81 ce qu'il considère être à l'origine des maux de l'économie américaine qui souffre alors, outre d'une forte récession, d'une inflation qui atteint presque les 12% : un trop grand interventionnisme de l'Etat. Dès le 18 février, Reagan expliquera que sa politique sera un retour aux sources du capitalisme : la loi du marché. La lutte contre l'inflation passera par le ralentissement drastique de la "planche à billets verts" qui, seule, dans les années 70, a permis ponctuellement et avec de plus en plus de peine au fur et à mesure des années à jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale. La plus forte récession depuis 1929 se fait sentir presque immédiatement : le chômage touche 10,7% de la population active, le revenu moyen régresse de 11% et la production industrielle baisse de 11% entre septembre 81 et décembre 82. Dès août 82, c'est le Mexique qui annonce son état de banqueroute ou l'impossibilité dans laquelle il se trouve de rembourser ses dettes. Le Mexique n'est pas un cas isolé car c'est l'ensemble des continents sud-américain et africain qui sont aussi endettés jusqu'au cou. La dette extérieure des pays en voie de développement non producteurs de pétrole représente en 1982 déjà plus de 140% de leurs exportations en biens et services, soit plus de 42% des richesses nationales qu'ils produisent annuellement. La banqueroute du Mexique fait d'autant frémir les financiers internationaux : les banques les plus puissantes du monde sont non seulement vulnérables mais très fragiles.

En possession de créances sur des pays devenus quasiment insolubles, la "Chase Manhattan", (3ème banque américaine) sera menacée de faillite. Quel-

Des discours qui masquent mal la réalité

La "reprise" américaine est donc "portée" par un accroissement fantastique des DEPENSES MILITAIRES ET DES DEFICITS BUDGETAIRES : c'est une reprise essentiellement artificielle et à crédit. Symptomatique est en effet l'accroissement de la régression de l'ensemble du secteur productif qui n'est pas ou peu en lien avec l'industrie militaire et ceci, où que l'on regarde : industrie du bois, construction, machines-outils, textile, machines agricoles, raffineries, et même robotique... Le chiffre d'affaire des fabricants de machines-outils est passé par exemple de 5,6 milliards de dollars en 1979 à 3 milliards environ pour l'année 84. En 1983 encore, la production de machines agricoles n'était qu'à 42% de son niveau de 1979. Pendant que les deux tiers de l'humanité subit la famine, l'économie capitaliste diminue les équipements de type agricole...

Entre 1950 et 1980, la part des emplois liés à la production est passée de 45 à 28% : ces chiffres ne font que confirmer la réduction impressionnante de l'appareil productif de la première puissance économique mondiale. Sur les 600 000 entreprises qui se sont créées aux USA en 1982 (contre les 375 000 départs de bilan enregist-

D'abord parce que l'état de dépendance des économies européennes, et notamment de la France, n'a fait que s'accroître vis-à-vis des USA. Le quasi monopole du dollar dans les échanges internationaux ne fait que traduire la position de force acquise par les USA au sortir de la deuxième guerre mondiale au détriment des économies européennes.

Ensuite, parce que de la conscience la plus claire possible des conditions objectives présentes et donc de ses enjeux, dépend en grande partie la capacité du prolétariat à se hisser au niveau des responsabilités historiques qui sont les siennes : la destruction des rapports marchands et l'instauration du communisme.

ques mois plus tard, la "Continental Illinois" (9ème banque américaine), ne devra son salut qu'à l'intervention massive de l'Etat américain et des autres banques américaines. Cette récession ébranle sérieusement le fragile édifice financier international. La situation fera vite oublier les grandes déclarations de principe sur la loi du marché et la non-intervention de l'Etat... rapidement contournée par un accroissement fantastique des déficits, qu'ils soient d'Etat, fédéraux ou d'entreprise mais aussi et surtout par un colossal accroissement des dépenses militaires. Ces dernières, d'environ 86 milliards de dollars pendant la guerre du Viet-Nam (1968 à 1972) atteindront 127 milliards en 1980 (dernière année du mandat présidentiel de Carter) pour atteindre 221 milliards en 1984. Les perspectives sont encore plus effrayantes : 259 milliards en 85, 286 en 86 et respectivement 325 et 359 milliards de dollars pour les deux années suivantes. A la fin 1984, la seule dette des entreprises américaines atteignait le chiffre record de 2600 milliards de dollars, soit environ trois fois la dette du tiers-monde. AVEC PRES DE 6000 MILLIARDS DE DOLLARS DE DETTE INTERIEURE, LES USA SONT EN FAIT SEPT FOIS PLUS ENDETTES QUE LE TIERS-MONDE.

Le très officiel président de "l'US News and World Report" notait dans un article récent du "International Herald Tribune" :

"Chaque grande banque repose sur une bombe à retardement : les prêts à risques accordés à des entreprises américaines, notamment à des exploitations agricoles et à l'industrie pétrolière" Aujourd'hui l'insolvabilité ne vient plus seulement du Mexique, ou de la périphérie, mais elle est au cœur même, à l'intérieur de la plus grande puissance industrielle du monde.

trés à la même époque), seuls 1,5% de ces nouvelles entreprises étaient liées à la haute technologie, pourtant présentée comme le point d'appui d'une nouvelle "révolution industrielle". Le "New York Times" du 18 septembre 1984 remarque :

"Malgré la reprise, les dépenses d'investissements en pourcentages du PNB sont encore de 0,6% inférieures au niveau du troisième trimestre 1981" (au plus profond de la récession). Les investissements constituent pourtant l'indicateur le plus sérieux de "reprise" car seul un accroissement massif de celui-ci signifierait une réelle confiance du monde bourgeois dans son propre appareil productif et par là même dans des possibilités réelles d'expansion du marché mondial. La diminution de l'inflation fait également partie des motifs de satisfaction de l'ensemble de la bourgeoisie occidentale. L'inflation actuelle est au contraire symptomatique de la réduction majeure de la demande mondiale, et dont l'effondrement du cours des matières premières est une manifestation : la soi-disant "pénurie de pétrole" invoquée comme explication de la crise dans les années 70 fait bel et bien partie des discours du passé !

Aux USA et en Europe, les surplus de produits agricoles atteignent des sommets inégalés, faute d'acquéreurs solvables. Un Etat comme le Iowa aux USA, Etat agricole par excellence est au bord de la faillite, "à l'agonie" selon l'expression du "Wall Street Journal". La surproduction agricole n'est pas sans conséquences : deux géants du machinisme agricole que sont Massey Ferguson et International Harvester sont au bord de la faillite et licencient à tour de bras, un peu partout dans le monde. Cette situation est caricaturale de la spirale de l'absurde qu'impose la loi du capitalisme.

Même si c'est à un degré moindre quant à ses effets, la désinflation enregistrée est également due aux réductions substantielles des salaires ouvriers directs, mais aussi à la baisse drastique du "salaire social". Le "Wall Street Journal" du 6 mars 84 est très explicite sur la question : "Malgré une économie en pleine expansion, beaucoup de compagnies partiellement profitables... disent à leurs employés : vos salaires sont trop élevés pour que nous soyons compétitifs à long terme. Nous avons besoin de réductions de salaires permanentes." Le lendemain de la réélection de Reagan a vu des amputations des budgets "sociaux" sans précédents.

Aux USA même, la désinflation est en outre accentuée par le taux élevé du dollar qui permet d'acheter "à bon marché".

Autre sujet d'engouement de Reagan : le chômage est passé de 10,7% de la population active à 7,4% en deux ans. Cette décade est à mettre directement en lien avec l'accroissement de l'activité liée à la production militaire, et à replacer dans une réalité plus objective : les trois millions d'emplois créés dans l'industrie permettent tout juste de retrouver le niveau d'emploi industriel de 1979.

Malgré la "reprise", 30% des emplois disparus dans l'industrie manufacturière pendant la récession de 1980-81 ne sont toujours pas remplacés, sans oublier que cette "décrue" du chômage ne touche en fait que les seuls USA.

Vers la banqueroute mondiale

Nous venons de voir sur quels sables mouvants est fondée la "reprise" américaine. Les fantastiques déficits budgétaires américains ont cependant permis aux économies européennes de se "tenir à flot"... au prix de millions de chômeurs supplémentaires, au prix de conditions de travail et de cadences de plus en plus dures, au prix encore de baisses générales des salaires et des "couvertures sociales" : c'est déjà le lourd tribut payé par la classe ouvrière en Europe pendant la "reprise". Entre le 2ème trimestre 83 et le 1er semestre 84, les importations américaines en provenance de la CEE ont augmenté de 32%. La "reprise" aura permis aux pays de l'OCDE de connaître une croissance de 4,7% en 84, chiffre qui cache en fait des disparités très importantes : la croissance des quatre grandes nations industrielles que sont la RFA, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie a été en effet inférieure de moitié ou même des deux tiers à celle enregistrée par le Japon et le Canada. Cette situation ne fait qu'entériner la baisse de compétitivité de l'industrie européenne.

Caricatural est à cet égard le cas de la France qui, malgré plusieurs dévaluations et malgré le cours élevé du dollar, malgré la politique draconienne d'austérité ne réussit que péniblement à équilibrer ses échanges commerciaux avec les USA. Tenue "à bout de bras", l'économie mondiale se fragilise encore plus et à un rythme effroyablement rapide.

En effet, comme le constate amèrement un éditorial du "International Herald Tribune" du 18 janvier : "Ce qui est mauvais pour l'Amérique est mauvais pour l'ensemble du monde"

surtout lorsque les experts savent, comme le met en évidence une récente étude de la "Chase Econometrics" qu'une brève récession de six mois seulement ferait passer le déficit fédéral de 200 à 500 milliards de dollars. Cette perspective fera des ravages dans le monde entier.

Félix Rokstyn, banquier de profession, avertit : "Le déficit du budget fédéral fait grossir la dette nationale deux fois plus vite que la croissance du produit national brut. Telle est la route suivie vers la banqueroute nationale (...) Nous encourageons ainsi la spéculation, et non l'investissement. Nous achetons une prospérité à court terme en privant le reste du monde de capitaux dont il a grandement besoin, déstabilisant ainsi le système monétaire international (...) nous serons contraints de nous attaquer au déficit budgétaire. Nous devons le faire aussitôt que possible, et de préférence avant la prochaine récession (...), en tout cas pas plus tard que le début de 1985."

Failite capitaliste : alliée objective du prolétariat

La chute constatée aujourd'hui du taux de croissance aux USA est le signe avant-coureur de l'essoufflement de la "reprise" et de la banqueroute généralisée qui se profile à l'horizon. Les bourgeois les plus lucides sont eux-mêmes obligés de conclure à cette sombre perspective. L'ampleur des conséquences au niveau du chômage et de la misère non seulement aux USA et en Europe, mais dans le monde entier, sera à l'échelle du niveau explosif de blocage atteint par les déséquilibres internationaux. Si, pour financer les déficits américains, les taux d'intérêts doivent être attractifs de manière à drainer les capitaux internationaux, "certains responsables gouvernementaux (aux USA) craignent que la baisse des profits ne rebute les capitaux étrangers, soumettent à une pression extrême les taux d'intérêt et provoquent des catastrophes financières dans les pays endettés du Tiers-Monde" (New York Times du 31-10).

Cette perspective est une réalité contenue dans la situation présente. Si s'endetter est relativement facile pour les USA de par leur position de première puissance mondiale, la loi de l'économie marchande veut que les emprunts et les intérêts soient payés : cela coûte cher, dégrève d'autant les profits, et ne pourra se traduire à terme que par le retour de l'inflation. Actuellement, le seul service de la dette fédérale atteint déjà plus de 13% du déficit fédéral, nourrissant ainsi indéfiniment le déficit.

Cette fuite en avant de l'économie américaine, seule "alternative" offerte à la bourgeoisie, ne fait qu'accélérer l'approche du point de rupture du déjà fragile équilibre financier international. Même avec des formes différentes, l'ombre de la crise de 29 plane.

Si depuis fin 83, grèves ouvrières aux USA et en Europe, grèves et émeutes en Amérique Latine et en Afrique se sont succédées, c'est que la question de la résistance de plus en plus décidée aux mesures de récession et d'attaque des conditions de vie et souvent de survie se posait de manière cruciale, et que seule la lutte peut freiner les conséquences de plus en plus dramatiques de la loi implacable de l'économie capitaliste.

La "reprise" actuelle contient en germe tous les éléments d'une faille générale qui se traduira inévitablement par des licenciements par centaines de milliers, l'accélération de la tendance à la misère absolue de fractions de plus en plus importantes de la classe ouvrière. Face à ces enjeux, il est clair que les luttes du prolétariat ne pourront se disperser, et devront se hisser au niveau de riposte requis par la situation, en première ligne de laquelle se trouve le prolétariat d'Europe. La classe ouvrière n'a pas le choix. Baisser les bras face à ces enjeux, ce serait laisser le champ libre à la bourgeoisie pour pousser sa barbarie à ses ultimes conséquences : la guerre généralisée.

Mais la crise de l'économie capitaliste (elle aussi généralisée au niveau du globe) est et reste aujourd'hui le meilleur allié objectif pour fermenter en profondeur un potentiel de combativité ouvrière aujourd'hui intact et favoriser la prise de conscience des enjeux présents.

M.R.

L'AVENIR EST A L'EXTENSION DES LUTTES

(suite de la p.1)

Les mineurs se sont affrontés à l'ensemble de l'Etat, et en ce sens, leur grève, comme toutes les grèves, est politique. Non pas au sens des politiciens bourgeois, une grève "manipulée par la gauche pour faire tomber la droite", "un combat entre Scargill et Thatcher". Les grèves sont politiques, parce qu'elles ne peuvent éviter la question du rapport de forces face à l'Etat et à son gouvernement. Les mineurs ont déjà fait l'expérience, en 74, de renverser un gouvernement de droite : c'est le gouvernement travailliste qui lui a succédé qui a planifié les licenciements qui tombent aujourd'hui. Le problème n'est pas de remplacer une clique par une autre, mais de créer un rapport de forces contre l'Etat et toutes ses forces politiques, de gauche ou de droite.

Créer un rapport de force

Les syndicats veulent limiter la portée des grèves, en les cantonnant à un problème local, sectoriel, partiel : en Grande-Bretagne, le NUM affirme : "Oui, les puits sont rentables!", comme la CGT propose aujourd'hui en France une "autre gestion pour Renault". Les grèves ne sont pas REALISTES dans le sens de la gestion capitaliste : elles sont en contradiction avec la "bonne marche" d'une économie qui de toutes façons, avec ou sans grèves, avec une gestion ou une autre, s'enraye de plus en plus. Quand les mineurs affirment : "la rentabilité, on s'en fout, on veut vivre et que nos enfants vivent", cette affirmation simple est à elle seule une bombe que les syndicats essaient de désamorcer en l'embrouillant dans des considérations gestionnaires. Elle signifie l'opposition irréconciliable des intérêts ouvriers et de ceux de l'économie que protège l'Etat. Et cette opposition ne met pas en jeu les seuls mineurs, elle met en jeu tous les ouvriers : les chômeurs (30% de la population active dans les régions les plus touchées par la grève, pays de Galle, Ecosse, Yorkshire), et les ouvriers des autres secteurs. Licenciements et baisses de salaires planent comme des menaces sur tous. De locale, partielle, la question se pose toujours plus à un niveau général : "Non, on ne cédera pas. Même si ça signifie la misère, on est prêts à tenir encore longtemps. On n'a plus rien à perdre. On sait que lorsqu'ils auront fermé les mines, la misère sera pire. Ici, il n'y aura plus rien. Que les cimetières, et nous". (rapport d'interviews de mineurs dans le "Monde Diplomatique" de janvier 85).

Toute grève pose une question qui la dépasse, celle de l'émancipation des ouvriers de l'exploitation capitaliste.

"(Les révolutions prolétariennes) PARAISSENT N'ABATTRE LEUR ADVERSAIRE QUE POUR QUE, TIRANT DE LA TERRE DES FORCES NOUVELLES, IL SE DRESSE A NOUVEAU, PLUS GIGANTESQUE, EN FACE D'ELLES, ELLES PRENNENT CONSTAMMENT PEUR A NOUVEAU DEVANT L'IMMENSITE DE LEUR PROPRE BUT, JUSQU'A CE QUE SOIT CREEE LA SITUATION QUI REND IMPOSSIBLE TOUT RETOUR EN ARRIERE."
K.MARX, "Le 18 Brumaire".

● Cette vision du mouvement ouvrier développé par Marx est toujours valable aujourd'hui : les moments de déroute, d'hésitations, de flottements, qui suivent les "percées" ouvrières ne doivent pas nous surprendre. Dans ce mouvement apparemment cahotique, se forge une force énorme : celle de la conscience ouvrière.

Dans le moment actuel, il est de plus en plus clair que les ouvriers savent ce qu'ils ne veulent plus : plus d'actions bidons, plus de promesses, plus de magouilles syndicales... Les années d'illusions sont terminées. Finis les espoirs sur le caractère passager de la crise, les miroirs aux alouettes des "changements" aux couleurs de la gauche. Il n'y a plus de retour en arrière possible, la condition ouvrière ne peut que se dégrader plus encore sous l'effet d'une crise catastrophique.

Mais l'ampleur de l'enjeu des combats que les ouvriers ont engagé pour leur survie n'est pas encore dans la conscience de tous : cette lutte ne peut mener qu'à un affrontement avec les gardiens de l'ordre établi, et poser le problème d'une transformation de fond en comble de toute la société. Et la classe ouvrière n'a pas fini de "reculer devant l'immensité de son propre but", de douter de ses propres forces, de tatonner pour trouver les moyens de son combat. C'est au prix de ces douleurs que mûrit la conscience, que se prépare la révolution mondiale : la classe ouvrière ne peut pas faire l'économie de ses propres expériences. La révolution prolétarienne ne peut être l'oeuvre que d'une classe CONSCIENTE.



La première chose qui doit rester de l'expérience des mineurs, c'est que la détermination doit être orientée vers le dépassement des cloisonnements sectoriels :

"L'effort pour faire durer la grève, expression au départ de la détermination des mineurs, a été utilisé par l'encadrement syndical pour maintenir l'isolement et le corporatisme, entre autres par les aspects "administratifs" d'une telle grève (paiements et collectes), pour entretenir l'esprit de métier." ("Revue Internationale" n.40)

Il n'était pas facile aux mineurs d'aller chercher la solidarité vers d'autres usines, vu l'isolement des mines dans la campagne, en plus de la sévère pression syndicale insistant sur la nécessité d'être "d'abord unis dans la corporation". C'est pourtant ce qu'ils ont cherché avec les employés des chemins de fer, et surtout avec les dockers, qui ont, à deux reprises, en juillet et en septembre, brisé le mythe de la grève "des mines" en juillet et en septembre, en partant en grève, plus explicitement la seconde fois, non seulement contre les licenciements, mais en solidarité avec les mineurs.

C'est ce qu'ont cherché les ouvriers en Espagne ces derniers mois : la lutte des ouvriers des chantiers navals, partie de Bilbao, s'est étendue à Vigo, El Ferrol, Gijon, Cadix. Dans les villes, des contacts s'établissent entre les ouvriers des chantiers et ceux de la sidérurgie, de l'industrie alimentaire ou des docks, et les chômeurs. Des manifestations partent d'une usine vers une autre. Lorsque les ouvriers des chantiers navals ont marché sur Madrid, ils ont été rejoints par des ouvriers de la métallurgie (en grève contre les licenciements) et de Pepsi-cola, et par de nombreux ouvriers et chômeurs de Madrid.

Dans les mouvements de grèves d'aujourd'hui, s'expriment des poussées vers le dépassement du corporatisme;

mais ce dépassement implique un autre contenu aux luttes : en créant un rapport de forces, en s'unissant au-delà des secteurs d'industrie, les ouvriers affirment leurs intérêts EN TANT QU'OUVRIERS, et la confrontation avec l'ensemble de l'organisation sociale devient de plus en plus inévitable.

C'est ce qui se précisera encore plus demain, quand les licenciements vont tomber dans les grandes concentrations industrielles urbaines de Grande-Bretagne, de France ou d'Allemagne (en particulier avec les coupes dans l'automobile).

En Grande-Bretagne, le problème a pu déjà être pressenti par la bourgeoisie avec l'expérience des grèves dans l'automobile du mois de novembre dernier, et des taux de chômage dépassant les 30 ou 40% dans des villes comme Liverpool.

L'extension des luttes GEOGRAPHIQUES est une possibilité contenue dans les luttes actuelles. Les luttes en Pologne en août 1980 avaient déjà rappelé avec force les capacités de la classe ouvrière en ce domaine : en quelques jours, c'est dans tous les pays que les ouvriers de tous les secteurs s'étaient organisés, coordonnés, contre les syndicats. Eux aussi, pourtant ont du essayer une défaite momentanée et reculer, dans le contexte d'isolement d'alors par rapport aux ouvriers des pays d'Europe de l'Ouest.

Mais les grèves de Pologne 80, la force de ce mouvement, a laissé une empreinte, ouvert la perspective d'une époque, venant rappeler au monde que la classe ouvrière est capable d'ébranler la société.

Aujourd'hui, la SIMULTANÉITE même des luttes ouvrières dans tous les pays d'Europe, le fait que les ouvriers y font simultanément les mêmes expériences, est grosse de promesses pour l'avenir du mouvement.

D.N.

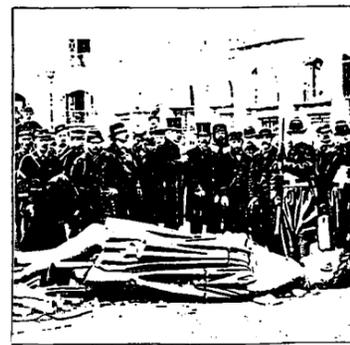
Lisez notre brochure :

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

**LA PERIODE de TRANSITION
DU CAPITALISME
AU SOCIALISME / 1**

Le dépassement de l'Etat dans
la théorie marxiste

mai 1984



PERSPECTIVES

COMITES DE CHOMEURS

Il y a de cela quelques mois, lors d'une manifestation à Paris ("Convergence 84") un tract qui y était distribué attira particulièrement notre attention, pour ne pas dire souleva un grand enthousiasme parmi nous.

Il s'agissait d'un tract émanant d'un comité de chômeurs organisé sur Pau. Depuis plusieurs années, et plus particulièrement depuis plusieurs mois, avec l'accélération de la crise, nous ne cessons de mettre en avant que la lutte des chômeurs à laquelle ceux-ci seraient forcément acculés, constituerait sinon un détonateur, tout au moins un catalyseur de la lutte de classe. Un creuset particulièrement fécond pour le développement de la conscience des alternatives historiques de notre époque dans l'ensemble de la classe ouvrière. Imaginez notre joie lorsque nous avons appris qu'enfin, décidant de rompre le silence, de briser l'isolement et de mettre fin à la passivité, des comités de chômeurs commençaient à voir le jour. Cela avec une dynamique, en rupture avec les démarches mendiante des organismes patronnés par les syndicats et autres institutions "charitables", et rejetant tout autant les misérables actions gouvernementales.

Nous avons pris sur nous l'initiative de le publier dans notre dernier journal aux côtés d'un autre tract émanant d'un comité de chômeurs à Rouen, et de prendre contact avec ceux-ci. En retour, nous avons reçu différents documents émanant de ces comités pour que nous puissions prendre plus ample connaissance de la lutte de ces comités, et qui nous permettent de continuer notre activité en direction de la lutte des chômeurs. Ce que nous faisons ici en nous appuyant particulièrement sur les documents émanant du comité de chômeurs de Pau.

● Constituer un comité pour en finir avec l'isolement et se regrouper pour qu'enfin les chômeurs puissent se défendre. Pour cela, en première urgence, gagner un local, entendre ensuite leur initiative en tentant d'organiser une marche sur Paris afin de combattre la résignation. En quelque sorte ouvrir une perspective, telle est leur démarche, "sortir de la nuit" tels sont les mots avec lesquels ils l'expriment.

Il est vrai qu'ici encore les illusions font partie du voyage, il n'est que de lire l'ensemble des docu-

ments émanant du comité de chômeurs de Pau pour s'en rendre compte. Mais nous sommes persuadés que l'enthousiasme combatif qui anime leur démarche permettra de combattre celles-ci, car il n'y a pas d'arme plus efficace, jusque dans le combat le plus immédiat et contingent, qu'une conscience claire de ce qu'on est, de ce que l'on représente et des buts poursuivis.

Dans ce sens, il y a une première chose à propos de laquelle nous voudrions nous adresser à ces camarades, une question importante car elle touche la nature même de leur existence.

Comités de chômeurs ou associations de jeunes ?

la "raison sociale", si l'on peut s'exprimer ainsi, du regroupement de chômeurs de la ville de Pau s'intitule : "ASSOCIATION DES JEUNES CONTRE LA GALERIE".

Ici, il faut être clair, il n'y a, du point de vue du combat des chômeurs, aucune raison valable pour que les "jeunes" chômeurs constituent des organismes séparés des autres, et plus précisément pour que les chômeurs n'ayant jamais travaillé soient organisés séparément des ouvriers ou employés exclus de la production. Une telle séparation n'a pas de sens, elle ne peut qu'affaiblir la lutte des chômeurs.

Dans une interview retranscrite dans la presse locale et que l'association nous a fait parvenir avec l'ensemble de ses documents, un des responsables de l'association s'exprime ainsi : "Ce sont les jeunes qui sont les premières victimes de la crise. C'est donc à nous que revient cette initiative".

S'il est vrai que pendant des années le chômage a touché en majorité des jeunes n'ayant jamais eu d'emplois, sinon très précaires, sa caractéristique actuelle est par contre de devenir un phénomène massif, et donc explosif, qui n'épargne personne. Nos camarades de Pau en sont d'ailleurs bien conscients puisque dans leur tract d'appel à la constitution du comité, ils af-

Un embryon du futur

"Notre situation est explosive, nous devons la faire exploser" (tract d'appel à la marche sur Paris)

La France compte aujourd'hui quelques trois millions de chômeurs, environ de 10 à 12% de la population active. Dans les autres pays d'Europe, les taux grimpent jusqu'à 20% et plus (Espagne, Belgique, Hollande, Grande-Bretagne...). Pour tous les pays, la perspective est au doublement de ces chiffres. Quand on voit, par expérience, qu'une augmentation générale du taux de chômage signifie un bond dans la misère pour chacun, et pour tous les chômeurs, cela donne une idée de l'avenir qui nous attend.

C'est cette perspective qui donne

firmement : "la galère est en train de bousiller notre jeunesse, comme elle brise la vie de nos aînés licenciés après des années de travail". Le chômage n'est donc pas un phénomène de "génération", mais un phénomène social extrêmement grave, au coeur de la maladie du système capitaliste, ce qui implique qu'il ne saurait y avoir, au risque d'affaiblir la lutte, et de jeter la confusion, d'organisations spécifiques selon la nature des chômeurs.

Ainsi, camarades, nous vous demandons de réfléchir particulièrement à cette question pour la clarifier. Il serait dommage et préjudiciable pour l'avenir de votre combat, qu'après avoir, dans un élan combatif que nous saluons, ouvert une porte, vous en fermiez d'autres.

Nous vous demandons de prendre conscience que ce qui n'est chez vous qu'une illusion due à une interprétation un peu hâtive de la réalité que nous vivons, peut devenir, exploité par les institutions de toutes sortes qui travaillent au maintien de l'ordre social existant, un moyen de désamorcer la bombe sociale que représente le chômage et son développement. Si l'on prend l'exemple de la mairie de Pau, quel est son espoir, sinon que "l'association des jeunes" ne soit qu'une association de jeunes, et non un comité de chômeurs. Pour cela, ils sont prêts à tout, même à verser quelques subsides.

toute son importance aux embryons de comités qui apparaissent dès aujourd'hui. Si le chômage massif signifie la fin de tout espoir, au sein de cette société, pour des millions de personnes, la lutte des chômeurs signifie, elle, l'ouverture d'une autre perspective. C'est ainsi que l'apparition de ces comités de chômeurs constitue un des embryons du futur.

Depuis plusieurs années, dans le monde entier, la lutte de classe a été dominée par des dizaines de luttes contre les licenciements, qui, par vagues successives, et de plus en fortes, emportaient avec elles l'ancienne condition ouvrière. Forcément et nécessairement, par leur nature même et surtout par les conditions dans les-

quelles elles se déroulaient, le caractère de résistance, de conservation de l'ancienne condition était largement dominant au sein de ces luttes.

Le développement de la crise et surtout l'étape qu'elle est en train de franchir balaie systématiquement, jour après jour, ces espoirs, ou plutôt ces illusions d'un possible retour en arrière.

Chômage massif et irréversible, sans cesse alimenté comme un immense fleuve de nouvelles vagues de licenciements, impossibilité de tout retour en arrière, impossibilité d'accepter l'acceptable présent, telles sont les conditions d'aujourd'hui qui impliquent une nouvelle période. Période où la lutte des chômeurs, liée à celle de toute la classe ouvrière, se trouvera devant la nécessité non seulement de résister, mais d'ouvrir une perspective, ne serait-ce que par son existence.

Cette étape est extrêmement difficile à franchir, elle ne se réalisera pas sans mille tâtonnements et erreurs de tactique, d'appréciation, de démarche, mais nous savons qu'il n'y a pas de nécessités qui n'enfante avec elle les possibilités de sa réalisation.

Que les chômeurs se réunissent et s'organisent, qu'ils refusent catégoriquement la condition qui leur est faite, qu'ils unissent chaque fois que cela est possible leur résistance et leur lutte à celle de toute la classe ouvrière, et alors les conditions d'un dépassement de la situation actuelle seront réunies.

Dans la condition qui est faite aux chômeurs se trouve résumée de façon caricaturale la condition ouvrière qui n'a aucune emprise sur les moyens de production et de reproduction de la vie. Au contraire, propriétés d'Etat ou privés, sous leur forme de capital, ceux-ci leur font face comme des puissances étrangères et hostiles. Cette séparation des producteurs et des

"Sortir de la nuit"

La première nécessité impérieuse pour les chômeurs est de se réunir, de se rassembler au sein de comités de chômeurs et pour cela de trouver des locaux.

Cette nécessité impérieuse de rester organisés et solidaires en permanence, quotidiennement, ne naît pas d'autre chose que de la nécessité de se battre en permanence, non plus seuls, mais ensemble, et cela contre toutes les institutions d'Etat ou privées.

Il est inacceptable qu'un chômeur seul ou avec toute sa famille ne puisse plus se loger, s'éclairer, se nourrir, se chauffer. Ne serait-ce que pour ces raisons, les chômeurs doivent se battre ensemble : pour que, pour commencer, ils aient au moins accès au minimum vital sans avoir à subir les tracasseries administratives et l'assaut des huissiers.

C'est déjà une première raison pour que non seulement nous soutenions, mais aussi nous appelions à la formation de comités de chômeurs. Ainsi, nous espérons que l'apparition d'un comité comme celui de Pau n'est que le signe avant-coureur d'un foisonnement de tels comités.

Il faut être bien conscient qu'au delà d'une certaine limite, il est impossible que les chômeurs restent dispersés. Au delà d'un certain pourcentage de chômage, il devient presque impossible à la société bourgeoise de "digérer" les chômeurs, et aux chômeurs de supporter leur condition. Et justement, ces limites, nous sommes en train de les atteindre. Ici, pas d'illusions, car si nous sommes conscients de cette situation, nous ne sommes pas les seuls. La bourgeoisie, l'Etat et ses syndicats aussi en sont conscients. Ils ne se font guère d'illusions sur la situation économique dans laquelle s'enfoncent rapidement la société, et ils sont conscients que dans une telle situation, la lutte des chômeurs peut constituer un élément essentiel d'une remise en cause fondamentale du système économique et poli-

moyens de production s'impose facilement dans les périodes de "prospérité" économique, mais il suffit que la crise éclate pour que cette contradiction apparaisse au grand jour et devienne insupportable. Ce n'est pas autre chose que les chômeurs de Pau expriment lorsqu'ils disent dans leur tract : "Notre vie devient de plus en plus invivable. Nous n'avons pas de travail, et pas d'espoir d'en trouver. Nous n'avons pas de fric, certains sont dépendants de leurs parents, les autres indépendants, mais dans la mêlée la plus noire. Nous n'avons de fait pas droit aux loisirs, aux voyages, à la culture. Nous ne vivons plus, nous survivons!"

Le chômage n'est pas qu'une conséquence de la crise. Il en indique aussi la nature profonde : crise de surproduction, où les immenses forces productives accumulées par le travail de générations en générations rentrent en contradiction avec la production de profit et l'exploitation de la force de travail qu'on achète ou qu'on jette selon la "conjoncture". Encore moins et plus particulièrement que toutes les autres fractions de la classe ouvrière, les chômeurs ne peuvent s'embarrasser des arguments de "productivité" et de "rentabilité" des entreprises, c'est à dire des lois du profit et du marché qui gouvernent l'économie capitaliste. Il y a pour eux une question impérative qui est vivre ou mourir, même à petit feu. Derrière la lutte des chômeurs, dans une situation de crise extrêmement grave et sans avenir, il y a la lutte pour l'assujettissement de la production sociale aux besoins humains.

Ainsi, la lutte des chômeurs, pour peu qu'elle s'impose et se généralise, tend à éclaircir la lutte générale de toute la classe ouvrière et contribue particulièrement à lui en révéler son contenu.

tique qui fonde leur domination. Dans cette mesure, il faut s'attendre non seulement à un travail de sape direct et frontal contre les comités, comme cela a d'ailleurs été le cas à Pau où les militants de l'association ont déjà été en butte aux intimidations et agressions policières, mais à un travail beaucoup moins visible, et d'autant plus efficace et dangereux, de récupération de ces comités pour les rendre inoffensifs et impuissants. En fait, c'est un danger constant pour ces comités de se faire transformer en simple annexe de l'ANPE qui ne sait plus que faire des chômeurs.

Ainsi, dans un des tracts des chômeurs de Pau, on peut lire : "Finie la déprime! Nous allons avoir une maison pour nous! Un lieu pour nous organiser, pour nous rencontrer, pour nous défendre... Déjà, en France, plus de 50 maisons de ce type vont se monter." Nous ne pouvons que nous réjouir, avec ces camarades, qu'ils aient réussi à gagner cette maison, mais nous les mettons en garde contre l'illusion qu'il y a en France "50 maisons de ce type qui vont se monter" S'il y a en France des "maisons de chômeurs" qui se sont montées, ce sont pour la plupart des maisons du chômage montées artificiellement par les organismes syndicaux pour éponger la pléthore de chômeurs que les ANPE ne parviennent plus à prendre sous leur coupe. Et dans ces maisons, ce qui s'exprime, ce n'est pas la combativité, mais la résignation.

Il revient aux chômeurs eux-mêmes de faire que ces maisons ne deviennent pas des voies de garage, style garderies pour adultes. Pour cela, il n'y a qu'une voie. Au delà de la lutte pour la défense de leurs intérêts immédiats, les comités doivent aussi se concevoir comme des bastions essentiels de la lutte générale de toute la classe ouvrière. Dans la lutte de la classe ouvrière, il ne saurait y avoir, sous peine de mort et de nécrose, de "chacun chez soi".

(suite p. 7)

CAMPAGNES ANTI-TERRORISTES : LA CIBLE C'EST LE PROLETARIAT

● Avec l'attentat contre Audran en France, puis contre Zimmerman en Allemagne, la lutte "anti-terroriste" et le battage qui l'accompagne franchissent un cap d'importance : l'Europe des gouvernants et des policiers a enfin matière à se renforcer.

La bourgeoisie, par médias interposés, nous prouve encore une fois à quel point elle peut transformer la réalité à son profit : d'une poignée, ces fameux terroristes deviennent le "terrorisme international", le danger par excellence, les "tueurs". Puis le grand jeu est lancé : "ce sont d'anciens anarchistes qui ont viré au communisme révolutionnaire international organisé."

On les dit clandestins, ces groupes dont on publie les moindres faits et gestes à longueur de quotidiens. On le dit dangereux ce "terrorisme international" dont on apprend qu'il est fiché, suivi, connu de toute la police, à tel point que le projet d'attentat contre Zimmerman entre autres était connu des services policiers allemands depuis juillet 84 ("Le Monde" du 4-2-85).

L'Europe de l'anti-terrorisme...

En fait, périodiquement, le "terrorisme" resurgit comme un alibi. Ces groupuscules s'organisent, se désorganisent, agissent ou restent muets selon les besoins de l'"information".

La vraie terreur, c'est celle qu'exerce continuellement la bourgeoisie contre les conditions de vie de la classe ouvrière; c'est celle qui, sous l'auréole de la "légalité", sous couvert d'anti-terrorisme, assaille de plus en plus durement les travailleurs qui osent bouger.

Or, dans un contexte de licenciements et de chômage massifs, de misère de plus en plus étendue y compris dans les pays "riches", et tandis que les travailleurs vont devoir faire les frais d'une plus violente récession, la seule menace réelle pour la bourgeoisie, c'est la riposte de la classe ouvrière. Non, ce n'est pas un hasard si, au moment où la bourgeoisie européenne se prépare à licencier massivement, elle fait tant de publicité autour des moyens dont elle se dote en matière de soi-disant "anti-terroris-

me". Ce n'est pas un hasard non plus si le gouvernement français entre aussi fermement dans la ronde : facilités d'extraditions des ressortissants étrangers suspectés de terrorisme, relance avec les Etats européens d'un "groupe opérationnel pour faciliter les échanges d'information" entre les polices nationales; rencontre de délégations de super-flics au siège du BKA en Allemagne (office fédéral de la PJ où 2,5 millions de citoyens allemands sont fichés -une fameuse armée de "terroristes").

L'alibi anti-terroriste surgit à point pour justifier toutes les révisions nécessaires à propos de la "France lieu d'asile pour les réfugiés politiques". Le parlement italien, expérimenté en matière de lutte anti-terroriste, est venu à point au secours du gouvernement socialiste français : "La colonie de réfugiés italiens à Paris constitue un centre d'initiatives, de débats, de manifestations, en un mot un centre de propagande politique qui a des liens avec la subversion".

Si le terrorisme de quelques "tueurs" était la cible, la bourgeoisie ferait-elle tant étalage de ses moyens répressifs? Non, ce grand vacarme a une destination : prévenir matériellement et psychologiquement toute tentative, organisée ou non, de "troubler l'ordre de l'Etat".

...contre la lutte de classe

Dissuader les ouvriers de lutter en agitant l'épouvantail d'une police déterminée, expérimentée, documentée sur tous les "éléments troubles", voilà un des premiers objectifs de cette campagne menée tambour battant dans les pays potentiellement explosifs de luttes sociales : GB, Allemagne, Italie et surtout France;

Tout comportement de la classe ouvrière qui sortira des lois et règlements prévus par la bourgeoisie, toute remise en cause des institutions "démocratiques", à commencer par les syndicats, premier pare-feu à l'extension des mouvements de la classe, tout cela sera considéré et traité comme terrorisme.

Quant aux minorités révolutionnaires qui s'attachent à montrer la nécessité historique de combattre, dénoncer ces

institutions anti-ouvrières, encourageant le mouvement révolutionnaire de la classe, la bourgeoisie les désigne dès à présent comme terroristes;

Dès aujourd'hui, les médias n'hésitent pas à préparer le terrain : -ces groupes sont manœuvrés par l'URSS pour porter atteinte à la "sécurité militaire" (attentats contre l'OTAN) ou à notre économie. Shultz justifie ainsi le renforcement de la sécurité industrielle : "Quand l'intimidation terroriste change nos politiques et force certaines entreprises à fermer leurs portes, nous lui concédons la victoire, mais cela ouvre la porte à plus de terrorisme."

La bourgeoisie cherche à écarter, isoler, dénigrer aux yeux des ouvriers, toute minorité révolutionnaire qui entraverait ses plans : "La théorie politique sert de couverture, de justificatif à la pratique terroriste" ("Le Monde").

En d'autres termes, face aux questions qui surgissent au sein de la classe ouvrière, il importe pour la bourgeoisie que cela reste dans le cadre du syndicat, et surtout que les ouvriers ne se tournent pas vers les "groupes subversifs internationaux". Contre eux, c'est à dire contre les groupes révolutionnaires, elle encourage la délation d'une population maintenue dans un état de peur.

Si prévenir vaut mieux que guérir, la bourgeoisie n'agit pas seulement sur le premier tableau. A côté de ce qu'elle affiche comme moyen de dissuasion, elle se prépare tout autant à la répression de tout ce qui risque de bouger : renforcement des effectifs policiers, recrudescence des contrôles d'identité, quadrillages, présence accrue des flics sur le terrain, coordination et échanges d'informations réguliers au niveau européen.

A travers "l'anti-terrorisme" d'aujourd'hui, la bourgeoisie se prépare à juguler, réprimer toute action violente que la classe ouvrière sera amenée à développer demain : lorsqu'au coeur des luttes, il y aura des attaques de locaux des partis et des syndicats bourgeois, des violences dans les manifestations de rues, c'est au nom de l'"anti-terrorisme" que des ouvriers seront réprimés, arrêtés, comme "terroristes", "casseurs", "voyous". M.O.

COMITES DE CHOMEURS

En touchant le fond de la condition ouvrière, dans l'isolement et le dénuement souvent presque total, les chômeurs se retrouvent en même temps en dehors de tout cloisonnement, tel qu'il est déterminé dans la production par la marche des affaires, et entre-tenu par les sbires syndicaux. Dans la condition de chômeurs, toute distinction corporatiste, toute séparation usiniste, toute distinction de qualification tend à disparaître radicalement, à être gommée pour faire place à une "égalité par le bas". En étant ainsi "libérés" de ce cloisonnement social, les chômeurs trouvent ainsi dans leur situation les conditions d'une unité profonde au delà de tous

(suite de la p.6)

les cloisonnements, de toutes les barrières et séparations. C'est ainsi que par la lutte les chômeurs peuvent directement transformer en son contraire la condition d'isolement qui leur est faite, mais aussi contribuer fructueusement à faire sauter tous les autres verrous qui emprisonnent encore le reste de la classe ouvrière et qui pèsent encore terriblement.

C'est cette optique que nous invitons les chômeurs de Pau, ainsi que tous les autres qui, comme eux, ont choisi le chemin de la lutte, à ne jamais perdre de vue.

Ainsi, la marche que ces camarades veulent organiser sur Paris doit être vivante de cette conscience que les

chômeurs ne doivent pas sortir de leur ghetto pour se faire enfermer dans un autre. Si marche il doit y avoir -et nous espérons qu'elle aura lieu- celle-ci doit être une invitation générale, un appel retentissant à l'organisation et au regroupement des chômeurs, mais aussi à l'unification de toutes les luttes ouvrières. M.Prénat

Comité de chômeurs de Pau : "ASSOCIATION DES JEUNES CONTRE LA GALIERE, CRR avenue de Sarragosse, 64 000 Pau.

Comité de chômeurs de Rouen : B.P. 282, 76120 Gd Quevilly

REUNIONS PUBLIQUES

Notre force, c'est l'extension des luttes, pas l'enfermement syndical

AIX EN PROVENCE:

Permanences les 13 mars et 17 avril, de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX:

Réunion publique le 11 mai à 17h, au café Victor-Hugo, 52 rue Victor Hugo. Diffusion le 11 mai de 10h à 11h30, au marché St. Michel, place Meynard.

LILLE:

Réunion publique le 23 mars, à 16h30 23 rue Gosselet.

LYON:

Réunion publique le 12 avril à 21h, à MATHO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République. Permanence le 16 avril, à 18h, à la

même adresse.

Diffusion au marché aux puces de Vaulx en Velin, le 14 avril, à partir de 11h30.

GRENOBLE:

Réunion publique le 22 mars (écrire au journal pour les lieux et heures).

MARSEILLE:

Réunion publique le 30 mars à 21h, au 205, rue Ste.Cécile, 13005. Permanence le 20 mars, de 18h à 19h, à "l'Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES:

Réunion publique le 23 mars à 17h, au entre social des Bourderies, Nantes-

Chantenay.

Permanence le 15 mars à 20h30 à la même adresse.

Diffusion le 9 mars, de 10h30 à 11h30 au marché de la Petite Hollande.

PARIS:

Réunion publique le 9 mars à 17h, à 27, avenue de Choisy, 75013 Paris, métro Porte de Choisy.

Permanences tous les samedis, de 16h à 18h, au même endroit (sauf le samedi de la réunion publique).

Diffusion les trois premiers samedis du mois, au marché aux Puces, métro Porte de Clignancourt, de 11h à 12h.

ROUEN:

Réunion publique le 23 mars à 16h30 à la Halle aux Toiles.

PUBLICATIONS DU CCI

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258 VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 13, BRUXELLES 31 1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM

ATTENTION : P.O. Box 20193 CHANGEMENT D'ADRESSE

London Terrace Station

NEW YORK - N.Y. 10011 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, BOX 21106 10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581 75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR, Postbus 11549 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869 LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN 41 RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10F+3F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10F+3F pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10F+3F pour frais d'envoi) 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (10F+3F)
- La décadence du capitalisme (10F+6F)
- Le Trotskysme (10F+3F) Recueil d'articles (épuisé)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) (10F+3F)
- L'Etat dans la période de transition (20F+6F)
- Plate-forme et Manifeste du CCI (10F+3F)
- La Gauche Communiste d'Italie (30F+12F)

ABONNEMENTS

CHANGEMENTS DE TARIFS

abonnements couplés (journal +Revue Internationale)

| FRANCE | ETRANGER | ETRANGER par avion |
|--------|----------|--------------------|
| 150F | 150F | 190F |

abonnements simples (journal)

| FRANCE | ETRANGER | ETRANGER par avion |
|--------|----------|--------------------|
| 90F. | 90F. | 110F. |

abonnements simples (Revue Internationale)

| FRANCE | ETRANGER | ETRANGER par avion |
|--------|----------|--------------------|
| 65F. | 65F. | 80F. |

abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu Paris 20ème
Directeur de publication : D. Van Celst
N° de commission Paritaire : 54267

TOULOUSE:

Réunion publique le 22 mars à 21h, cité universitaire de l'Arsenal, Bât.C Permanences tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St. Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

Diffusion le 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc, et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux puces (St Sernin).

TOURS:

Réunion publique le 9 mars à 17h (écrire au journal pour le lieu).

AMERIQUE LATINE

PARTOUT, L'AFFRONTLEMENT ENTRE LE PROLETARIAT ET LA BOURGEOISIE EST INEVITABLE

● La période de "reprise" de l'économie américaine, loin d'avoir permis un "rétablissement" des économies des pays d'Amérique Latine, a vu au contraire se confirmer leur effondrement. Endettés jusqu'au cou (leur dette extérieure se chiffre à 350 000 milliards

de dollars, presque la moitié de la dette de tout le tiers-Monde), il leur est de plus en plus difficile d'obtenir des prêts des "pays riches" qui se trouvent eux-mêmes dans une situation de sur-endettement.

ci sont très vite rongés par la crise. Mais en 1984, la résistance ouvrière -et surtout celle des mineurs, principaux producteurs de la richesse de ce pays- est telle que l'Etat doit bloquer à plusieurs reprises l'application du plan d'austérité mis en place avec le FMI et déclarer un moratoire de sa pharamineuse dette auprès des créanciers occidentaux.

émeutes et des pillages, qui évite ou limite la répression massive et les massacres.

Une des preuves de l'inquiétude de la bourgeoisie devant la montée des luttes ouvrières, est le fait qu'elle soit obligée -sous la pression des USA- d'élaborer d'autres pièges : la "démocratisation" de la plupart des pays d'Amérique Latine ne signifie en aucun cas un adoucissement de la dictature : mais la bourgeoisie a besoin d'un jeu politique plus souple, intégrant des forces "oppositionnelles", "radicales", aptes à encadrer les mouvements sociaux : c'est le cas des syndicats en Argentine, qui ont encadré les grèves éclatées à peine 10 mois après l'installation de la "démocratie". C'est le cas au Brésil où le tout nouveau gouvernement démocratique a déjà une opposition "de gauche" bien assise.

L'effondrement économique

L'augmentation brutale des mesures d'austérité, l'inflation et la récession amènent chaque fois plus la population de ces pays à des situations de famine et de misère comparables à celles d'Afrique ou d'Asie.

Ainsi, l'inflation se situe à des niveaux astronomiques : 220% au Brésil, 700% en Argentine, 1000% en Bolivie! De plus, partout, les produits de base augmentent plus rapidement que ces "taux officiels" d'inflation : au Pérou, par exemple, on estime que le pouvoir d'achat a baissé de 30% en deux ans! A ceci, s'ajoute une chute de la production industrielle (dans la plupart des cas l'appareil productif est utilisé à 40% seulement de ses capacités) et ce sont essentiellement la production des biens de consommation et des aliments de base qui en pâtissent. Pour ne citer qu'un exemple, au Brésil, pays où "il y a plus de terre qu'il n'en faut pour nourrir la population", la production de haricots noirs, aliment de base des brésiliens, "a diminué de plus de 1% par an depuis 1972, alors que la population, elle, n'a cessé d'augmenter" ("Le Monde", "bilan économique et social 1984").

Quant au chômage, c'est carrément la moitié de la population active qui en pâtit. La faim hante les rues des grandes villes. Globalement, deux tiers de

la population sur le continent sont sous-alimentés.

Cette unique réalité de la misère généralisée, la bourgeoisie essaie de la présenter sous différentes formes. Ainsi, on espère de chaque renouveau gouvernemental, chaque remplacement d'une dictature militaire par une dictature "démocratique", la prise de "mesures efficaces" contre les maux particuliers de tel ou tel pays. Et très vite, on s'aperçoit qu'aucune de ces fameuses mesures ne parvient à empêcher la chute catastrophique dans le gouffre béant de la crise économique. Parce qu'en réalité, les populations affamées des pays sous-développés souffrent, non pas simplement à cause de l'"impérialisme yankee" par exemple, mais du MEME MAL que celui qui frappe justement les 20% d'habitants classés comme pauvres et les deux millions de sans abri aux USA même : la faillite du capital.

Contre TOUS les Etats, contre TOUTES les bourgeoisies nationales qui défendent leurs privilèges en défendant l'intérêt national, c'est à dire l'intérêt de ce capital, il n'y a qu'une force capable de s'y opposer de façon unifiée et mondiale : la lutte du prolétariat sur le terrain de ses intérêts de classe.

-Au Pérou, les luttes importantes des employés publics en 1984 empêchent le gouvernement d'avoir les "coudées aussi franches" qu'il le voulait pour imposer ses mesures de misère et l'amènent aussi à suspendre le paiement des intérêts de sa dette auprès des banques privées américaines.

-Au Brésil, en 1983, les députés -qui gardent le souvenir des grandes luttes ouvrières de 79-80- rejettent un projet visant à indexer les bas salaires (plus de la moitié des brésiliens!) au niveau du taux d'inflation, pour, disent-ils, "éviter une explosion sociale".

Non seulement les luttes des ouvriers limitent les mesures d'austérité, mais elles peuvent aussi freiner la répression de la bourgeoisie, et ses massacres, comme ceux qui se produisent fréquemment en Amérique Latine. Quand la bourgeoisie a en face d'elle des émeutes de paysans ou des pillages d'affamés, elle a "les mains libres" pour les écraser dans le sang. Par contre, comme l'a montré l'exemple éclatant des luttes de 79-80 au Brésil, la détermination des ouvriers, l'extension de leurs luttes aux autres secteurs, aux autres usines (il y aura jusqu'à 4 millions d'ouvriers en lutte) empêchent la répression par la police.

Là encore, la lutte de classe, la mobilisation massive des ouvriers est le seul bouclier contre l'offensive de la bourgeoisie, contre sa police et son armée.

Malgré sa faiblesse numérique et historique, il n'en demeure pas moins que la classe ouvrière en Amérique Latine est la seule force capable de résister aux attaques de l'Etat bourgeois. La bourgeoisie ne peut pas faire avec le prolétariat, principal producteur de toute la richesse sociale -ce qu'elle peut faire avec les sans-travail et les paysans miséreux. En ce sens, en résistant de manière massive et organisée (assemblées de milliers d'ouvriers dans les stades de foot à Sao Paulo), le prolétariat offre ainsi une perspective immédiate aux couches misérables, sans travail, venues des campagnes, affamées. Une perspective immédiate qui soit autre chose que des

Enfin, la classe ouvrière d'Amérique Latine participe pleinement au sur-gissement de la lutte de classe internationale. L'expérience qu'elle fait dans les luttes actuelles la prépare pour rejoindre les luttes du prolétariat international, et surtout celui des centres du capitalisme, dans le futur.

L'épicentre du séisme révolutionnaire à venir se situe en Europe occidentale, là où la classe ouvrière la plus expérimentée affronte la bourgeoisie la plus forte. Ceci n'enlève rien à l'importance de la lutte prolétarienne en Amérique Latine. Bien au contraire; pour que ce séisme renverse tout l'ordre barbare de la bourgeoisie, TOUTES les fractions du prolétariat doivent entrer en lutte. "La classe ouvrière est UNE. La lutte de classe existe PARTOUT où se font face prolétaires et capital. Les enseignements des différentes manifestations de cette lutte sont valables pour toute la CLASSE, quel que soit le lieu où elles prennent place; en particulier, l'expérience des luttes dans les pays de la périphérie influencera la lutte des pays centraux. De même, la révolution sera mondiale et concernera TOUS LES PAYS. Les courants révolutionnaires de la classe seront précieux dans tous les lieux où le prolétariat s'affrontera à la bourgeoisie, c'est à dire dans LE MONDE ENTIER." (Revue Internationale n°31, "le prolétariat de l'Europe de l'Ouest au coeur de la lutte de classe", p.9)

B.T.

NOTE :

(1) Le "club de Paris" réunit des gouvernements et des établissements publics en vue "d'aider" financièrement les pays en difficulté.

Les luttes ouvrières

En Amérique Latine, à l'encontre de ce que racontent la gauche ou les gauchistes, ce n'est pas notamment la lutte des paysans déshérités contre les impositions de l'Etat et des grands propriétaires qui peut ouvrir une perspective, puisque son but est un retour à une condition révolue et condamnée à jamais.

De même, les émeutes urbaines, les pillages de magasin, affirmation élémentaire de la survie contre la faim, sont le plus souvent des explosions désespérées, sans lendemain, et qui finissent par des massacres.

Ce n'est pas non plus les "tête à tête" des créanciers du club de Paris (1), des banquiers et Cie, ni les oeuvres charitables des "bien-pensants" et encore moins les tournées du pape "globe-trotter" qui soulageront les

conditions des masses misérables d'Amérique Latine. Non! Il n'y a que les luttes du prolétariat qui peuvent rendre -même si c'est temporairement et de façon limitée- la main criminelle de ces rapaces.

Les SEULES limites à l'attaque terrible des mesures d'austérité sont dues à la combativité de la classe ouvrière. Nous ne citerons que quelques exemples :

-En Equateur, le gouvernement de droite, fin 1984, n'ose pas encore prendre les mesures qu'il sait pourtant indispensables, de peur de voir ressurgir la série de grèves qui a déferlé sur le pays en 83.

-En Bolivie, le gouvernement affronte en 1983 jusqu'à 260 grèves, ce qui l'oblige à adopter un salaire minimum et l'échelle mobile des salaires. Ceux-

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.